

<p style="text-align: center;">Picardie Laïque Assemblée générale statutaire du 13 avril 2016 Positionnement de Picardie Laïque dans la société</p>
--

Cadre général : les valeurs laïques

Le Centre d'Action Laïque agit dans la société pour favoriser le libre choix des personnes, leur autonomie, leurs droits, leur dignité. Dans un souci d'égalité et de justice.

Dénoncer ou critiquer, c'est une chose ; proposer des solutions, là est l'essentiel ! Si jadis les laïques ont été caricaturés comme une bande de « bouffeurs de curés », aujourd'hui, le CAL est un acteur essentiel du progrès de la société. Il agit dans tous les domaines où la liberté, l'émancipation, l'égalité, la justice, l'impartialité de l'Etat et l'assistance aux personnes sont en jeu (textes extraits du site Internet du CAL).

Les Art. 4 et 5 des statuts du CAL abordent notamment les dimensions philosophique et politique de la laïcité (*).

() Le CAL soumettant au vote lors de son AG du 16 avril prochain la modification des articles 4 et 5 de ses statuts, nous faisons référence à ceux-ci sans en détailler le contenu. Si l'AG du CAL émet un avis favorable, le texte des nouveaux articles 4 et 5 sera ajouté dans projet de société de La Régionale après le 16 avril 2016.*

Entendue dans le sens de conviction relative à la sphère individuelle qui fait référence à la capacité de chacun de penser par lui-même, la laïcité désigne une communauté humaine, rassemblant les athées, les agnostiques et les libres penseurs, qui fondent leur jugement et leurs opinions sans aucune référence religieuse ou dogmatique.

Entendue dans sa dimension collective en tant que « bien commun », indépendamment de références philosophiques et religieuses, la laïcité est le principe d'organisation de la société qui garantit les droits individuels et collectifs essentiels à un état démocratique.

C'est au départ de cette seconde acception de la laïcité que s'élabore le positionnement de la Régionale Picardie Laïque dans la société.

Le cadre général des valeurs laïque doit être précisé et mis en lien avec d'une part les actions menées par la régionale Picardie Laïque et d'autre part ancré dans la réalité de « l'état du monde », plus précisément de la société belge (et encore plus spécifiquement de la province du Hainaut).

Quelles mutations de la société constatons-nous ?

Depuis 1989 et l'effondrement du « bloc de l'Est », le système économique capitaliste a progressivement gagné tous les Etats de la planète. Concrètement, pour se développer, toutes les sociétés doivent s'intégrer à l'économie marchande capitaliste.

Parallèlement, sur le plan politique, suite à la disparition des empires coloniaux et à la désintégration de l'URSS, de nouveaux Etats-nations apparaissent, avec leur lot de revendications identitaires (culturelles, ethniques et religieuses).

Nous vivons donc une situation un peu paradoxale : un monde économiquement de plus en plus globalisé et identitairement de plus en plus fractionné.

Partout dans le monde, les êtres humains sont les maillons de chaînes de production-consommation d'où il est difficile de sortir.

Ce n'est pas le lien social, le politique, la préservation du patrimoine naturel ou le bien de l'homme qui sont au cœur des enjeux, mais bien la capacité à produire, et donc à faire consommer le plus grand nombre possible d'individus.

En Occident et plus précisément en Europe occidentale, la combinaison du modèle économique ultra-libéral et de la prédominance de l'individualisme a ouvert une voie royale à une société où la compétition, la méritocratie et le détricotage des solidarités sont devenus des réalités.

Outre les conséquences pour l'humanité toute entière, cette idéologie du « tout à la consommation » n'est pas sans effets sur la planète : pour consommer toujours plus, il faut plus de moyens et de ressources, or celles-ci ne sont pas illimitées.

La production industrielle de masse, de plus en plus automatisée, de biens de consommation, impacte la place et le statut du travail rémunéré et sa place dans la société. Sont impliqués autant ceux qui possèdent un emploi que ceux qui en sont privés ou ceux qui refusent de s'y soumettre.

La politique économique actuelle, qui a un impact sur les politiques sociales, prévoit et applique une remise en cause des acquis sociaux, notamment sur une logique d'évaluation et de conditionnement de ce qui est dans son principe un droit acquis par les travailleurs, au travers des luttes sociales qui, en Europe, ont traversé l'histoire des 19^{ème} et 20^{ème} siècles.

Actuellement, les délocalisations d'entreprises sont organisées en vue d'augmenter les profits, vers des lieux où les droits des travailleurs sont moins protégés et où les normes environnementales sont plus souples.

Des indésirables sont désignés : les étrangers, plus de place pour «accueillir toute la misère du monde », restriction des critères d'octroi à l'asile, fermeture des frontières, désignation des migrants comme menaçants, des chômeurs et des travailleurs malades ou invalides comme « improductifs » et donc inutiles.

Dans le monde du travail, un sentiment de précarisation croissante fait pression sur les travailleurs, les mettant en concurrence aux échelles européenne et mondiale: directive Bolkenstein¹, délocalisations, baisse des conditions de travail lié au taux de chômage important qui incite les travailleurs à accepter un cadre de travail de plus en plus dégradé.

En Belgique, l'actuel gouvernement détricote les services publics, tout en dénigrant les initiatives de défense de leurs droits par les travailleurs (quel est le discours dominant au sujet des syndicats aujourd'hui ?).

Suite aux événements violents qui ont ciblé notamment la Belgique, des initiatives sécuritaires sont prises, pouvant aller jusqu'à la restriction des droits fondamentaux.

Les personnes les plus exposées, les plus pauvres et les plus précaires, voient leur situation se dégrader encore dans une société où tout est marchandise : logement, accès aux services, à l'école,...

Cette situation induit de nombreuses discriminations indirectes.

La valeur d'égalité entre tous les êtres humains n'est pas une réalité, la capacité à acquérir des biens ou des services étant le seul critère permettant d'assurer une sécurité (c'est à dire la garantie de voir les besoins fondamentaux rencontrés) aux citoyens.

Quelle est la spécificité de la laïcité dans la dénonciation de ces constats ?

Ce que la laïcité dénonce, c'est la contradiction profonde entre les principes directeurs du fonctionnement actuel de la société et les valeurs phares de la laïcité, à savoir la liberté, l'égalité et la solidarité.

Les proposés par la laïcité sont l'analyse critique et le libre examen.

¹La directive Bolkestein, du nom du Commissaire européen qui l'a proposée et soutenue, est née du constat de la Commission européenne que les services ne constituaient que 20% des échanges intracommunautaires alors qu'ils représentaient 70% des emplois dans l'UE en 2003. Dans le cadre de la stratégie de Lisbonne visant à accroître la compétitivité et la croissance en Europe, les institutions européennes entreprirent donc de lever les barrières administratives et juridiques limitant les échanges de services entre les États européens. La directive, adoptée par la Commission le 13 janvier 2004, s'attaquait donc à deux aspects importants pour la conquête du marché commun des services : la liberté d'établissement des prestataires et la libre circulation.

Notre société produit des **inégalités**, la remise en cause de **libertés** et le détricotage de la **solidarité**.

Son caractère consumériste éloigne l'être humain de sa capacité de réflexion (et donc de son libre arbitre) pour le réduire à l'identité de petit soldat de l'économie mondialisée et réduit la valeur « liberté » à la liberté d'entreprendre, produire et consommer dans un contexte d'économie dérégulée.

Parce que la laïcité se fonde sur les libertés indissociables des droits humains, l'égalité et la solidarité ; qu'elle défend l'école égalitaire qui garantit le partage des savoirs et l'exercice du libre examen ; qu'elle vise la séparation des religions et de l'État ; qu'elle est un principe humaniste et politique qui oblige le pouvoir civil et qu'elle diffère d'un régime de neutralité ou de tolérance à l'anglo-saxonne, la laïcité est le principe universel d'impartialité qui fonde le régime des libertés.

(D'après Les motifs qui ont conduit à la modification des articles 4 et 5 des statuts du CAL en mars 2016).

A Picardie Laïque, par notre action de terrain, nous souhaitons:

- Informer les citoyens de notre analyse de l'état de notre société → nos publications, nos conférences, nos cinés-débat.
- Apporter un soutien moral et une aide matérielle à toute personne qui en exprime la demande → notre mission d'assistance morale.
- Développer ou soutenir des initiatives réunissant des citoyens autour de projets locaux et collectifs en tant qu'alternatives aux systèmes dominants → notre travail de terrain dans les quartiers, nos projets en éducation permanente
- Informer et éveiller à l'esprit critique pour contribuer à la construction de notre projet de société, avec nos partenaires → notre travail en réseau, notre participation à des groupes et collectifs militants, y compris au sein de la laïcité.
- Promouvoir la diversité, soutenir l'égalité et lutter contre les discriminations → nos actions en faveur de la promotion de la diversité culturelle, de l'égalité hommes-femmes

Nos axes de travail :

1. La lutte contre la grande précarité :

La perception et la prise en charge « classique » de la précarité, va généralement consister à accompagner les « pauvres », les « exclus », les « précaires » dans leur réinsertion sociale, avec ou contre leur gré.

Ce type d'accompagnement laisse peu de place à l'analyse critique des réalités sociales dont sont victimes les « bénéficiaires ».

De plus, le détricotage progressif des filets de solidarité fait peu à peu passer les droits sociaux acquis pour des faveurs accordées à certains, en fonction d'un mérite et non plus d'un droit. Cette situation ouvre une voie royale au retour de la charité, qui consisterait dès lors à maintenir l'autre dans une position d'infériorité en lui donnant tout juste les moyens de sa survie tout en maintenant des rapports de domination envers une part de la population, privée dès lors de sa pleine citoyenneté.

2. La promotion de la diversité, le soutien à l'égalité et la lutte contre les discriminations :

Nous considérons que si une grande diversité (de genre, de cultures, de classes sociales, ...) caractérise notre société, cela ne signifie en aucun cas une égalité de droits entre tous les citoyens, même si celle-ci est un des principes essentiels du fonctionnement d'un état démocratique.

Inégalités hommes-femmes, discriminations envers les personnes étrangères, transgenre, handicapées,...

La lutte contre les discriminations nécessite la mise en place de projets, d'actions citoyennes et associatives, rendues possibles par les décisions et les moyens mis à disposition par le politique. Nous considérons la diversité comme une richesse et défendons une vision positive de l'altérité.

Nous luttons contre les stéréotypes et les préjugés, et sommes vigilants face aux risques de discriminations.

L'exercice du libre-examen permet d'emprunter le chemin de l'émancipation individuelle et collective et peut contribuer à l'acceptation de chaque citoyen dans sa singularité. Cette singularité doit être reliée à la société par des liens forts de solidarité et de justice sociale en veillant à l'accompagnement du processus d'affiliation à cette société.

3. La promotion et le développement d'alternatives aux systèmes dominants :

Notre société est en crise, notre planète est malade, nos valeurs de solidarité, d'égalité et de liberté sont fragilisées...

Quel patrimoine naturel, social et culturel va-t-on léguer à nos enfants afin qu'ils puissent subvenir à leurs besoins ?

Notre modèle de croissance économique génère inévitablement des inégalités Nord-Sud à l'échelle de la planète, entre les classes sociales dans un même pays, et risque d'hypothéquer gravement les conditions de vie des générations futures.

Par le développement de projets de proximité dans les quartiers, nous contribuons au tissage de micro-solidarités qui permettent aux habitants de renouer avec leurs voisins, de penser d'autres manières de produire et consommer.

4. Le soutien à l'exercice de la citoyenneté et la promotion de l'émancipation :

Permettre à chacun d'exercer ses droits de citoyen est un enjeu majeur identifié par notre régionale. Dans une société de plus en plus inégalitaire, le mouvement laïque veut contribuer à l'exercice des droits fondamentaux, redonner confiance en l'action politique par l'action citoyenne.

L'exercice des droits fondamentaux dont les droits culturels est un enjeu majeur pour nous : la culture non plus ne peut être réduite à un bien de consommation.

Nous considérons la culture comme un outil de compréhension et d'action sur le monde et comme un moteur d'émancipation individuelle et collective.

Pour y parvenir, nous soutenons et développons des projets permettant à tous les citoyens d'être des acteurs culturels.

Notre participation à l'asbl « Pop UP - Virus Culturel » en tant que membre fondateur nous permet de donner une visibilité à l'action et aux productions culturelles de tous et en particulier celles et ceux qui en sont généralement exclus pour être réduits au rôle de consommateurs d'une culture de masse.

Vincent DUFOING,

Directeur.

Barbara MOURIN,

Directrice adjointe.